

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 2874

13 DECEMBRE 1993. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication du 16 décembre 1993 des emprunts dénommés « Obligations linéaires »

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant coordination de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, modifié par les arrêtés royaux des 12 août 1993 et 18 octobre 1993;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1993 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7 % — 29 avril 1999 »;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1993 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,25 % — 29 avril 2004 »;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1992 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 24 décembre 2012 »;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif à l'autorisation à poursuivre en 1993 l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 1993 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pendant le deuxième semestre 1993,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'adjudication de la cinquième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7 % — 29 avril 1999 », de la neuvième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,25 % — 29 avril 2004 » et de la huitième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 24 décembre 2012 » est fixée au 16 décembre 1993 et la date des paiements relatifs à ces tranches est fixée au 23 décembre 1993.

**Art. 2.** Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7 % — 29 avril 1999 » :

Capital nominal  $\times$  7 %  $\times$  234/360

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,25 % — 29 avril 2004 » :

Capital nominal  $\times$  7,25 %  $\times$  234/360

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8 % — 24 décembre 2012 » :

Capital nominal  $\times$  8 %  $\times$  359/360

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 décembre 1993.

Ph. MAYSTADT

## MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 2875

3 NOVEMBRE 1993. — Arrêté portant approbation des règlements d'ordre intérieur du Conseil général et du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 12, § 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, remplacé par la loi du 15 février 1993, l'article 15bis, 15<sup>o</sup>, inséré par la loi du 15 février 1993;

Vu l'avis émis le 17 mai 1993 par le Conseil général de l'assurance soins de santé;

Vu l'avis émis le 24 mai 1993 par le Comité de l'assurance soins de santé;

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 2874

13 DECEMBER 1993. — Ministerieel besluit betreffende de aanbesteding van 16 december 1993 van de leningen genaamd « Lineaire obligaties »

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1992 tot coördinatie van het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 augustus 1993 en 18 oktober 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1993 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 7 % — 29 april 1999 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1993 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 7,25 % — 29 april 2004 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 december 1992 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 24 december 2012 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de machtiging tot de voortzetting in 1993, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties »;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 juni 1993 tot vaststelling van de kalender van de aanbestedingen en van de storting van de gelden voor de leningen genaamd « Lineaire obligaties » uitgedrukt in Belgische frank tijdens het tweede semester 1993,

Besluit :

**Artikel 1.** De aanbesteding van de vijfde tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 7 % — 29 april 1999 », van de negende tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 7,25 % — 29 april 2004 » en van de achtste tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 24 december 2012 » is vastgesteld op 16 december 1993 en de datum van betalingen betreffende deze tranches is vastgesteld op 23 december 1993.

**Art. 2.** De bruto interesten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 7 % — 29 april 1999 » :

Nominaal kapitaal  $\times$  7 %  $\times$  234/360

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 7,25 % — 29 april 2004 » :

Nominaal kapitaal  $\times$  7,25 %  $\times$  234/360

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 8 % — 24 december 2012 » :

Nominaal kapitaal  $\times$  8 %  $\times$  359/360

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 december 1993.

Ph. MAYSTADT

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 2875

3 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van de huishoudelijke reglementen van de Algemene Raad en van het Verzekeringscomité voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 12, § 1, 9<sup>o</sup>, vervangen bij de wet van 15 februari 1993, artikel 151bis, 15<sup>o</sup>, ingevoegd bij de wet van 15 februari 1993;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van 17 mei 1993;

Gelet op het advies van het Comité de l'assurance soins de santé van de verzekering voor geneeskundige verzorging van 24 mei 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les règlements d'ordre intérieur du Conseil général et du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, joints en annexe, sont approuvés.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets respectivement le 17 mai 1993 et le 24 mai 1993.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 1993.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Annexe I

**Règlement d'ordre intérieur du Conseil général  
de l'assurance-soins de santé**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Conseil général se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Conseil général est convoqué par le président. En cas d'empêchement du président, le Conseil général est convoqué par un vice-président. Le président et les vice-présidents peuvent déléguer leur pouvoir de signer les convocations au fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé.

Les convocations sont envoyées au moins cinq jours avant la date de la réunion; en cas d'urgence, ce délai peut être réduit. Les convocations font mention de l'ordre du jour de la réunion.

**Art. 2.** Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées.

Le Conseil général peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décident ainsi.

**Art. 3.** Les séances du Conseil général ne sont pas publiques. Les membres du Conseil général et les fonctionnaires de l'Institut qui assistent aux séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que des délibérations et des votes.

**Art. 4.** Le Conseil général propose au Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions la nomination des deux vice-présidents. Ceux-ci sont proposés parmi les membres du Conseil général ayant voix délibérative. Cette proposition est faite à la majorité simple des membres participant au vote.

**Art. 5.** En cas d'empêchement du président, la séance est présidée par le vice-président le plus âgé.

**Art. 6.** Le Conseil général peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel de l'Institut ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Le président peut autoriser les membres qui en font la demande, à se faire assister par un technicien pour l'examen de questions particulières inscrites à l'ordre du jour.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret lorsque trois membres au moins en formulent la demande.

§ 2. Les propositions relatives aux orientations de politique générale et à la fixation de l'objectif budgétaire annuel (Art. 12, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 9 août 1963), à l'établissement du budget de l'assurance-soins de santé (Art. 12, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la même loi), à la clôture des comptes de l'assurance-soins de santé (Art. 12, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la même loi) et à la comptabilité budgétaire des conventions et accords (Art. 12, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la même loi) ne sont approuvées que lorsqu'elles obtiennent la majorité des voix des membres ayant voix délibérative, en ce compris les voix de tous les membres représentant l'autorité conformément à l'article 12, § 3, de la même loi.

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De hierbij gevoegde huishoudelijke reglementen van de Algemene Raad en van het Verzekeringscomité voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering zijn goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking respectievelijk op 17 mei 1993 en 24 mei 1993.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 november 1993.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME

Bijlage I

**Huishoudelijk reglement van de Algemene Raad  
van de verzekering voor geneeskundige verzorging**

**Artikel 1.** De Algemene Raad vergadert ofwel op initiatief van de voorzitter, ofwel op verzoek van de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft, ofwel op schriftelijke vraag van ten minste drie leden waarin het ontwerp van de vergadering wordt vermeld.

De Algemene Raad wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de Algemene Raad bijeengeroepen door een ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitters kunnen hun bevoegdheid tot het ondertekenen van de uitnodigingen overdragen aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging.

De uitnodigingen worden ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering verzonden; in geval van dringende noodzakelijkheid kan die termijn worden verkort. In de uitnodigingen is de agenda van de vergadering vermeld.

**Art. 2.** Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn ingeschreven, worden besproken.

De Algemene Raad kan van deze bepaling afwijken indien de meerderheid van de aanwezige leden daartoe beslist.

**Art. 3.** De vergaderingen van de Algemene Raad zijn niet openbaar. De leden van de Algemene Raad en de ambtenaren van het Instituut die de vergaderingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijk karakter van de besproken documenten alsmede van de beraadslagingen en beslissingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

**Art. 4.** De Algemene Raad stelt de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft de benoeming van twee ondervoorzitters voor. Dezen worden uit de stemgerechtigde leden van de Algemene Raad voorgedragen op eenvoudige meerderheid van de leden die deelnemen aan de stemming.

**Art. 5.** Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door de oudste ondervoorzitter.

**Art. 6.** De Algemene Raad kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van het Instituut alsmede andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

De voorzitter kan de leden die daarom verzoeken, toestaan zich door een technicus te laten bijstaan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden die op de agenda zijn vermeld.

**Art. 7. § 1.** De stemmingen geschieden bij handopheffing. Er wordt geheim gestemd wanneer dat door ten minste drie leden wordt gevraagd.

§ 2. De voorstellen betreffende de algemene beleidslijnen en de vaststelling van de jaarlijkse begrotingsdoelstelling (artikel 12, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 9 augustus 1963), het opmaken van de begroting van de verzekering voor geneeskundige verzorging (artikel 12, § 1, 3<sup>o</sup>, van dezelfde wet), het afsluiten van de rekeningen van de verzekering voor geneeskundige verzorging (artikel 12, § 1, 4<sup>o</sup>, van dezelfde wet) en de overeenstemming van de overeenkomsten en akkoorden met de begroting (artikel 12, § 1, 7<sup>o</sup>, van dezelfde wet) zijn slechts goedgekeurd wanneer ze de meerderheid van de stemmen behalen van de stemgerechtigde leden, inclusief de stemmen van alle leden die de overheid vertegenwoordigen, overeenkomstig artikel 12, § 3 van dezelfde wet.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du Conseil général, résumé succinctement les débats et énonçant les décisions prises sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé assisté d'agents du Service désignés par lui.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres; ils sont signés par le présent ou par le vice-président qui a présidé la réunion et par le fonctionnaire dirigeant.

Ils sont soumis pour approbation à la plus prochaine réunion qui suit celle à laquelle ils se rapportent, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres depuis au moins cinq jours.

Art. 9. En cas d'empêchement d'un membre effectif d'assister à une réunion, l'organisation qu'il représente peut le remplacer par une membre suppléant.

Art. 10. Les circulaires éventuelles relatives aux décisions prises par le Conseil général sont signées par le fonctionnaire dirigeant.

Art. 11. Conformément aux dispositions de l'article 114, § 2 de la loi du 9 août 1963, le Conseil général définit comme suit les pouvoirs de gestion journalière du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé :

- 1° organisation interne des services;
- 2° réception et signature de la correspondance;
- 3° signature des accusés de réception et des décharges à donner notamment aux Administrations des Postes et des Chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées, colis, etc.;

4° propositions d'engagement relatives à l'acquisition, la location et l'entretien du matériel, mobilier, machines, véhicules, fournitures de bureau et autres frais généralement quelconques, couverts par un crédit budgétaire;

5° autorisation des déplacements de service des agents du Service des soins de santé;

6° octroi des congés normaux et de circonstance au personnel du Service des soins de santé;

7° exercice des délégations de pouvoirs accordés par le Conseil général.

Art. 12. Si le fonctionnaire dirigeant délègue l'exercice de certains pouvoirs de gestion journalière à un membre du personnel du Service des soins de santé, il en informe le Conseil général.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

Annexe II

#### Règlement d'ordre intérieur du Comité de l'assurance soins de santé

Article 1<sup>er</sup>. Le Comité de l'assurance se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins, formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Comité de l'assurance est convoqué par le président. En cas d'empêchement du président, le Comité de l'assurance est convoqué par un vice-président. Le président et les vice-présidents peuvent déléguer leur pouvoir de signer les convocations au fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé.

Les convocations sont envoyées au moins cinq jours avant la date de la réunion; en cas d'urgence, ce délai peut être réduit. Les convocations font mention de l'ordre du jour de la réunion.

Art. 8. De notulen van de vergaderingen van de Algemene Raad waarin de besprekingen bondig worden samengevat en de beslissingen worden vermeld, worden in het Frans en in het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging bijgestaan door personeelsleden van de Dienst die door hem zijn aangewezen.

De notulen worden aan de leden gezonden; ze worden ondertekend door de voorzitter of door de ondervoorzitter die de vergadering heeft voorgezeten en door de leidend ambtenaar.

Ze worden ter goedkeuring voorgelegd op de eerstvolgende vergadering na die waarop ze betrekking hebben, voor zover ze sedert ten minste vijf dagen aan de leden zijn gestuurd.

Art. 9. Ingeval een werkend lid verhinderd is een vergadering bij te wonen, kan de organisatie die hij vertegenwoordigt, hem vragen door een plaatsvervangend lid.

Art. 10. De eventuele omzendbrieven betreffende de door de Algemene Raad genomen beslissingen worden ondertekend door de leidend ambtenaar.

Art. 11. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 114, § 2, van de wet van 9 augustus 1963, omschrijft de Algemene Raad de bevoegdheden inzake dagelijks beheer van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging als volgt :

- 1° inwendige organisatie van de diensten;
- 2° ontvangst en ondertekening van de correspondentie;
- 3° ondertekening van de kennisgevingen van ontvangst en van de ontlastingen die met name aan de Besturen der Posterijen en der Spoorwegen moeten worden gegeven voor telegrammen, aangetekende brieven, colli, enz.;

4° voorstellen tot verbintenissen betreffende het aankopen, huren en onderhouden van materieel, meubilair, machines, rijtuigen, kantoorbehoeften en alle andere kosten, die op de begroting zijn uitgetrokken;

5° toestemming voor de dienstreizen van de personeelsleden van de Dienst voor geneeskundige verzorging;

6° verlenen van gewoon en gelegenheidsverlof aan het personeel van de Dienst voor geneeskundige verzorging;

7° uitoefenen van de door de Algemene Raad verlenende delegaties van bevoegdheden.

Art. 12. Als de leidend ambtenaar de uitoefening van sommige bevoegdheden inzake dagelijks beheer overdraagt aan een personeelslid van de Dienst voor geneeskundige verzorging, licht hij de Algemene raad daarover in.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

Bijlage II

#### Huishoudelijk reglement van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging

Artikel 1. Het Verzekeringscomité vergadert ofwel op initiatief van de voorzitter, ofwel op verzoek van de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft, ofwel op schriftelijke vraag van ten minste drie leden waarin het onderwerp van de vergadering wordt vermeld.

Het Verzekeringscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt het Verzekeringscomité bijeengeroepen door een ondervoorzitter. De voorzitter en de ondervoorzitters kunnen hun bevoegdheid tot het ondertekenen van de uitnodigingen overdragen aan de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging.

De uitnodigingen worden ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering verzonden; in geval van dringende noodzakelijkheid kan die termijn worden verkort. In de uitnodigingen is de agenda van de vergadering vermeld.

Art. 2. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées.

Le Comité de l'assurance peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décident ainsi.

Art. 3. Les séances du Comité de l'assurance ne sont pas publiques. Les membres du Comité de l'assurance et les fonctionnaires de l'Institut qui assistent aux séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés ainsi que des délibérations et des votes.

Art. 4. Le Comité de l'assurance propose au Ministre ayant la Prévoyance sociale dans ses attributions la nomination des deux vice-présidents. Ceux-ci sont proposés parmi les membres du Comité de l'assurance ayant voix délibérative. Cette proposition est acquise à la majorité explicitée à l'article 7, § 2, du présent règlement d'ordre intérieur.

Art. 5. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée par le vice-président le plus âgé.

Art. 6. Le Comité de l'assurance peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel de l'Institut ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Lorsque le Comité de l'assurance examine des propositions émanant d'un conseil technique déterminé, le président de celui-ci peut assister à la discussion.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret lorsque trois membres au moins en formulent la demande.

§ 2. Les décisions sont acquises quand elles recueillent les deux tiers des voix des membres ayant voix délibérative qui composent le Comité de l'assurance, compte tenu des abstentions.

Lorsque ce quorum n'est pas atteint, mais que la majorité au moins des membres ayant voix délibérative qui composent le Comité de l'assurance est obtenue, le président soumet au vote les mêmes propositions lors de la réunion suivante.

Si la majorité simple est à nouveau obtenue, les décisions sont acquises.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du Comité de l'assurance, résumant succinctement les débats et énonçant les décisions prises sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé assisté d'agents du Service désignés par lui.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres; ils sont signés par le président ou par le vice-président qui a précédé la réunion et par le fonctionnaire dirigeant.

Ils sont soumis pour approbation à la plus prochaine réunion qui suit celle à laquelle ils se rapportent, pour autant qu'ils aient été adressés aux membres depuis au moins cinq jours.

Art. 9. En cas d'empêchement, un membre effectif veille à son remplacement par un membre suppléant.

Art. 10. Les circulaires éventuelles relatives aux décisions prises par le Comité de l'assurance sont signées par le fonctionnaire dirigeant.

De même, le fonctionnaire dirigeant signe les conventions visées à l'article 15bis, 6<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> de la loi du 9 août 1963.

Les conventions et règlements pris sur la base de l'article 15bis, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> de la même loi sont signés conjointement par le président du Comité de l'assurance et par le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 3 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
B. ANSELME

Art. 2. Alleen de aangelegenheden die op de agenda zijn ingeschreven, worden besproken.

Het Verzekeringscomité kan van deze bepaling afwijken indien de meerderheid van de aanwezige leden daartoe beslist.

Art. 3. De vergaderingen van het Verzekeringscomité zijn niet openbaar. De leden van het Verzekeringscomité en de ambtenaren van het Instituut die de vergaderingen bijwonen, zijn ertoe gehouden het vertrouwelijke karakter van de besproken documenten alsmede van de beraadslagingen en beslissingen en van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Het Verzekeringscomité stelt de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft de benoeming van de twee ondervoorzitters voor. Deze worden uit de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité voorgedragen. Dat voorstel is aanvaard als daarover de meerderheid wordt bereikt die wordt uiteengezet in artikel 7, § 2, van dit huishoudelijk reglement.

Art. 5. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door de oudste ondervoorzitter.

Art. 6. Het Verzekeringscomité kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van het Instituut alsmede andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Als het Verzekeringscomité voorstellen onderzoekt die uitgaan van een bepaalde technische raad, mag de voorzitter van die raad de bespreking bijwonen.

Art. 7. § 1. De stemmingen geschieden bij handopheffing. Er wordt geheim gestemd wanneer dat door ten minste drie leden wordt gevraagd.

§ 2. De beslissingen zijn genomen wanneer ze twee derde van de stemmen behalen van de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité, geen rekening houdende met de onthoudingen.

Als dat quorum niet is bereikt maar wel op zijn minst de meerderheid van de stemgerechtigde leden van het Verzekeringscomité is verkregen, brengt de voorzitter dezelfde voorstellen opnieuw in stemming in de volgende vergadering.

Als de gewone meerderheid opnieuw wordt behaald, zijn de beslissingen verworven.

Art. 8. De notulen van de vergaderingen van het Verzekeringscomité waarin de besprekingen bondig worden samengevat en de beslissingen worden vermeld, worden in het Frans en in het Nederlands opgesteld door toedoen van de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging bijgestaan door personeelsleden van de Dienst die door hem zijn aangewezen.

De notulen worden aan de leden gezonden; ze worden ondertekend door de voorzitter of door de ondervoorzitter die de vergadering heeft voorgezeten en door de leidend ambtenaar.

Ze worden ter goedkeuring voorgelegd op de eerstvolgende vergadering na die waarop ze betrekking hebben, voor zover ze sedert ten minste vijf dagen aan de leden zijn gestuurd.

Art. 9. Ingeval een werkend lid verhinderd is, zorgt het ervoor dat het wordt vervangen door een plaatsvervangend lid.

Art. 10. De eventuele omzendbrieven betreffende de door het Verzekeringscomité genomen beslissingen worden ondertekend door de leidend ambtenaar.

De leidend ambtenaar ondertekent ook de in artikel 15bis, 6<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> van de wet van 9 augustus 1963 bedoelde overeenkomsten.

De overeenkomsten en de verordeningen die worden genomen op grond van artikel 15bis, 10<sup>o</sup> en 11<sup>o</sup>, van dezelfde wet, worden samen ondertekend door de voorzitter van het Verzekeringscomité en door de leidend ambtenaar van de Dienst voor geneeskundige verzorging.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 3 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
B. ANSELME